

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS

2013-2014

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**



MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS

2013-2014

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**



MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	TABLE DES MATIÈRES
1.	Indiquez la somme dépensée depuis le 31 août 2012 (et prévisions pour 2013-2014) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2.	Liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats.
4.	Depuis le 31 août, liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
5.	Depuis le 31 août 2012, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).
8.	Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main d'œuvre.
9.	Nombre d'effectifs du ministère du Travail rattachés au Bureau des permis
10.	Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si un permis a été issu ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.
11.	Liste des membres du Comité de vigie, et pour chacun d'entre eux, le salaire et autres avantages consentis. Joindre une copie du mandat qui leur a été confié.
12.	Budget de fonctionnement du Comité de vigie et ventilation détaillée de l'utilisation des sommes.
13.	Calendrier des rencontres prévues pour le Comité de vigie en 2013-2014.
55.	Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des deux dernières années
56.	Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant en 2012-2013.
57.	Nombre d'avis demandés par la CSST et le nombre d'avis demandés par les employeurs en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.
58.	Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la LATMP en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.
59.	Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.
60.	Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM en 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	TABLE DES MATIÈRES
61.	Répartition des effectifs selon la spécialité et heures travaillées en 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014.
62.	Nombre d'avis demandés par la CSST, même s'il n'y a pas contestation.
95.	Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis le 31 août 2012, en indiquant l'état des travaux en cours.
96.	Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des deux dernières années et celle en cours.
97.	Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des deux dernières années.
98.	Liste des avis de licenciements collectifs reçus au ministère depuis le 1 ^{er} décembre 2008 jusqu'à ce jour. Ventilation par région et renseignements suivants : a) nom et adresse de l'entreprise; b) date de l'avis et/ou de la fermeture; c) type ou secteur d'activité de l'entreprise; d) nombre total d'employés de l'entreprise; e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement; f) motifs du licenciement.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 1

Titre :

Indiquez la somme dépensée depuis le 31 août 2012 (et prévisions pour 2013-2014) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Le ministère du Travail est en entente de services avec le Centre des services partagés du Québec (CSPQ) pour ses ressources informationnelles.

Sommes dépensées du 1^{er} avril au 30 novembre 2012: **813 600 \$**

Répartition : 753 600 \$ pour les services de base et 60 000 \$ pour les services d'amélioration continue.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (09-01-2013)

VALIDATION: 18-01-2013

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 2

Titre

Liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats.

1. Comité de suivi interministériel du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie (pilote par le ministère de la Justice par le biais du Bureau de lutte contre l'homophobie)

Mandat : Veiller à ce que les orientations et les stratégies d'intervention des ministères relatives à la lutte contre l'homophobie s'harmonisent et puissent se traduire par une action intégrée et cohérente

Membres : Donald Baillargeon (ministère de la Famille), Véronique Baril (ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire), Marc Boucher (ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles), Denise Desmeules (Secrétariat aux affaires autochtones), Marcelle Gendreau (ministère de la Culture et des Communications), David Galarneau (ministère du Travail), Fahkri Gharbi (Secrétariat à la jeunesse), Maude Laflamme (Agence de Développement économique du Canada), Michel Lavallée (ministère de la Santé et des Services sociaux), Anick Lemieux (ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport), Roger Noël (responsable) (ministère de la Justice), Véronyck Fontaine (ministère de la Sécurité publique), Sylvie Poudrier (Secrétariat aux affaires autochtones), Mike Rousseau (ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale).

Budget : aucun budget particulier

2. Réseau gouvernemental des répondants en matière de politique familiale

Mandat : Assurer la concertation et l'échange d'information, de favoriser la mise en commun de l'expertise et la valorisation des bonnes pratiques ainsi que de mener à bien certains projets touchant la famille et les enfants.

Membres : des représentants du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, du ministère de la Famille, de l'Office des personnes handicapées du Québec, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, du ministère du Travail, du Secrétariat aux affaires autochtones, de la Régie des rentes du Québec, du ministère de la Culture et des Communications, du ministère de l'Immigration et des communautés culturelles, du ministère de la Justice, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère des Finances, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du ministère de la Sécurité publique, du ministère des Finances et de l'Économie, de la Société d'habitation du Québec et du Secrétariat à la jeunesse.

Membres pour le MTRAV : Josée Marotte

Budget : aucun budget particulier

3. Groupe de travail sur les agences de placement temporaire

(Piloté par Revenu Québec)

Mandat : Analyser différents moyens pour mieux cibler les entreprises faisant usage de stratagèmes d'évasion fiscale et assurer une meilleure protection aux travailleurs. Ce comité résulte de l'annonce budgétaire 2011-2012 du gouvernement du Québec et a été réitéré dans le budget de l'automne 2012.

Membres : Des représentants de la Commission des normes du travail, de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, du Directeur des poursuites criminelles et pénales, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du ministère du Travail et de Revenu Québec.

Membres pour le MTRAV : Steeve Audet et Patrice Tremblay / Avocats : Marie-Ève Beaulieu et Jean-Martin Poisson

Budget : aucun budget particulier

4. Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés

Mandat : Assurer la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés recrutés à l'étranger, notamment par la mise en place de mécanismes d'information et de soutien.

Membres : Jane Pycock (responsable) (ministère du Travail), Audrey Pichette (ministère du Travail), Marie-Claude Delisle (ministère des Relations internationales), Anne Des Roches (Commission des normes du travail), Robert Rodrigue et Antoine Saint-Amant (Commission de la santé et de la sécurité du travail), Denis Laberge (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation), François Plourde (ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles), Marie Carpentier (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse).

Résultats : Assure un suivi et un canal de communication entre les différents ministères et organismes concernant les travailleurs étrangers temporaires. Réalisation d'outils pour informer les travailleurs étrangers temporaires de leurs droits en matière de travail au Québec. Élaboration de mécanismes pour prévenir les risques d'abus et assurer la surveillance du respect des lois et des normes en matière de travail au Québec.

Budget : aucun budget particulier

5. Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Nouveau-Brunswick sur la mobilité de la main-d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences et des expériences de travail dans l'industrie de la construction

Mandat : Surveiller l'application de l'entente, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et l'accès aux chantiers et traiter toute autre question pertinente.

Membres : pour le Québec : Normand Pelletier, sous-ministre adjoint aux politiques et à la recherche, ministère du Travail; Sylvie Larivière, directrice de la qualification, Commission de la construction du Québec; Michel Sauvé, conseiller, ministère du Travail.

Résultats : Maintien d'un climat harmonieux entre le Québec et le Nouveau-Brunswick en ce qui a trait à la mobilité de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

Budget : aucun budget particulier

6. Comité interministériel sur la mobilité de la main-d'œuvre

Mandat : Assurer la coordination de la mise en œuvre de la Stratégie d'intervention en matière de mobilité de la main-d'œuvre.

Comité sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Membre : Normand Pelletier

Budget : aucun budget particulier

7. Alliance recherche université-communautés, ARUC-innovations, travail, emploi

Mandat : Une recherche partenariale permettant de mieux comprendre les innovations en milieu de travail et leurs conditions associées, soit la formation et les protections sociales, en vue de contribuer à une amélioration des performances économiques et sociales.

Membres : L'ARUC est gouvernée par un conseil d'administration (C.A.), formé des deux codirecteurs de l'ARUC, de quatre chercheurs universitaires assumant la coresponsabilité d'un axe, de tous les représentants des partenaires institutionnels et d'un représentant des étudiants. Le rôle du C.A., qui se réunit au moins deux fois par an, est de déterminer les grandes orientations stratégiques de l'ARUC en regard de la recherche et de la diffusion, de l'attribution des ressources, de la définition générale des modes de fonctionnement et de l'appréciation des réalisations. Membre pour le ministère du Travail : Martine Poulin

Budget : aucun budget particulier

8. Comité de politique stratégique de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ACALO)

Mandat : ACALO sert de tribune pour l'échange d'information et d'idées concernant des questions liées au monde du travail. Par l'entremise de ce forum, il est question d'identifier des problèmes, politiques, programmes et sujets de préoccupation communs et d'initier des projets communs; de travailler à résoudre les problèmes nationaux qui ont une incidence sur les questions de travail; et d'initier des programmes de perfectionnement professionnel au sujet de certains secteurs de travail.

Membres : Le comité de politique stratégique est composé de représentants de chaque administration provinciale et du gouvernement fédéral. Membre pour le ministère du Travail : Martine Poulin

Budget : aucun budget particulier

9. Comité interministériel du 200 pour le développement durable

(Programme de navettage durable, Défi climat, matières compostables)

Membres : Le comité est composé de représentants des ministères occupant le 200 Chemin Ste-Foy à Québec, en l'occurrence, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, l'Institut de la Statistique du Québec, la Commission de l'Équité salariale et la Commission de la protection du territoire agricole. Membre pour le ministère du Travail : Martin Blais

Budget : aucun budget particulier

10. Comité interministériel sur la révision triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum

Mandat : Définir un cadre de référence afin de guider les décisions relativement à l'évolution du salaire minimum et proposer un processus qui faciliterait la prise de décision.

Analyse triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum, consultation lorsque le ratio entre le salaire minimum et le salaire horaire moyen excède 0,47, ou lorsqu'un projet de modification du salaire minimum a pour effet d'accroître ce ratio.

Membres : Michel Voisard, Fulbert Tchana Tchana et Daniel Richard du ministère des Finances et de l'Économie, Guy Baillargeon du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (observateurs : Jean-François Côté de la Commission des normes du travail, Mawuto Toulou du Secrétariat à la condition féminine) Membres pour le ministère du Travail : Martine Poulin (coordonnatrice), Jean-François Boivin

Budget : aucun budget particulier

11. Comité interministériel sur la santé publique

Mandat : L'article 54 de la Loi sur la santé publique, en vigueur depuis le 18 juin 2002, prévoit que « le ministre est le conseiller du gouvernement sur toute question de santé publique. Il donne aux autres ministres tout avis qu'il estime opportun pour promouvoir la santé et adopter des politiques aptes à favoriser une amélioration de l'état de santé et du bien-être de la population. À ce titre, il doit être consulté lors de l'élaboration des mesures prévues par les lois et règlements qui pourraient avoir un impact significatif sur la santé de la population ».

Membres : Tous les ministères. Membre pour le ministère du Travail : Richard Saint-Laurent

Budget : aucun budget particulier

12. Comité interministériel sur le développement durable (CIDD)

Mandat : Le CIDD est d'abord un lieu d'échanges, d'information et de promotion du développement durable. Il soutient et accompagne le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDFP) pour la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Pour ce faire, il favorise la concertation et l'harmonisation des diverses interventions menées au sein de l'administration publique québécoise.

Le CIDD participe à la coordination du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des états d'avancement périodiques ainsi que des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable.

Membres : Tous les ministères. Membre pour le ministère du Travail : Normand Pelletier

Budget : aucun budget particulier

13. Réseau de répondants gouvernementaux en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Mandat : assurer le suivi du plan d'action et la reddition de comptes prévue à la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membres : Tous les ministères. Membre pour le ministère du Travail : Jean-François Boivin (en remplacement de Martine Poulin)

Budget : aucun budget particulier

14. Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques (RVIPP)

Mandat : Le RVIPP a été créé en 1999 principalement pour enrichir la réflexion des décideurs. En informant de façon continue les autorités des tendances et des faits porteurs qui influent sur les politiques publiques, il leur fournit un éclairage complémentaire pour la prise de décision.

Membres : Tous les ministères et plusieurs organismes du gouvernement du Québec. Le réseau est coordonné par le ministère du Conseil exécutif. Membre pour le ministère du Travail : Jean-François Guilloteau

Budget : aucun budget particulier

15. Table d'accompagnement-conseil des entreprises du secteur privé (TACEP)

Mandat : Les membres de la TACEP souhaitent aider les entreprises québécoises à prendre le virage du développement durable.

Membres : Pilotée par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de

l'Exportation, aujourd'hui le ministère des Finances et de l'Économie, la TACEP est composée d'une quinzaine de ministères et d'organismes publics. La TACEP est un groupe de concertation formé de ministères et d'organismes gouvernementaux dont les principaux mandats visent l'entreprise. Membre pour le ministère du Travail : Martin Blais

Budget : aucun budget particulier

16. Comité interministériel sur l'élaboration d'une norme (Bureau de normalisation du Québec, BNQ)

Mandat : L'objectif de ce comité est l'élaboration d'un document normatif destiné aux employeurs sur les bonnes pratiques visant à favoriser le prolongement volontaire de la vie active des travailleurs en fin de carrière.

Membres : Ministère de la Famille et des Aînés, Centre de liaison sur l'intervention de prévention psychosociale, Commission des normes du travail, Fédération des caisses populaires du Québec, CSMO, Emploi Québec, Banque nationale du Canada, Réseau FADOQ, CSMOCA, Commission des droits de la personne, Comité sectoriel de la main d'œuvre (CSMO-ÉSAC) et l'Institut national de la santé publique. Membre pour le ministère du Travail : Richard St-Laurent

Budget : aucun budget particulier

17. Comité ad hoc interministériel d'Évaluation du Projet intégrée de la Force de Travail (GIFT)

Mandat : Le comité s'inscrit dans le cadre des projets mobilisateurs de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2010-2013 du ministère des Finances et de l'Économie (MFE). Ce comité avait comme mandat d'analyser le respect des critères d'excellence et de qualité indiqués dans l'appel de proposition du projet, d'examiner le montage du projet et de recommander, le cas échéant, l'appui du projet ainsi que le montant de l'aide financière à accorder.

Membres : Le comité est aussi composé de représentants du ministère des Finances et de l'Économie (MFE) et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS). Membre pour le ministère du Travail : Richard St-Laurent

Budget : aucun budget particulier

18. Comité interministériel d'évaluation du plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015

Mandat : Les principales fonctions du comité consistent à : recenser et partager toutes les évaluations du plan d'action réalisées par les ministères et organismes concernés; commenter les méthodes, les outils, le cadre et la réalisation de l'évaluation du plan d'action; s'assurer que les résultats des évaluations soient disponibles en 2014 pour alimenter le prochain plan d'action 2015-2020.

Membres : Les membres sont représentants des divers ministères. Le comité est coordonné par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Membre pour le ministère du Travail : Thuy-Lan Lam

Budget : aucun budget particulier

19. Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme (GRAEP)

Mandat : Instaurer un réseau de partage des expertises et des expériences en évaluation de programme entre les ministères et organismes; jouer un rôle de représentation et de conseil auprès des organismes centraux; promouvoir la fonction d'évaluation de programme et organiser des forums d'échange; soutenir les dirigeants des ministères et organismes du gouvernement du Québec dans l'implantation des fonctions de suivi de gestion et d'évaluation de programme (programmes, stratégies, interventions, politiques, services, projets et activités).

Membres : Le GRAEP regroupe les personnes qui assument la responsabilité d'implanter et de réaliser la fonction d'évaluation de programme dans les ministères et organismes du gouvernement du Québec. Membre pour le ministère du Travail : Thuy-Lan Lam

Budget : aucun budget particulier

20. Comité interministériel concernant les Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre (FAMMO)

Membres : Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère du Travail, l'Office des professions du Québec.

Mandat : Pour un nouvel espace économique et visant plus particulièrement la mobilité de la main-d'œuvre professionnelle, ce comité est destiné à soutenir des projets des ordres professionnels et des organismes régissant l'accès aux métiers réglementés de la construction et hors constructions, pour faciliter et accélérer la reconnaissance des compétences des personnes formées à l'extérieur du Québec et qui se portent candidats (es) à l'exercice d'une profession ou d'un métier réglementé au Québec.

Résultats : Les travaux se réalisent tel que prévu.

Budget : Aucun budget rattaché à ce mandat, cependant les dépenses du fond sont approuvées par les membres du FAMMO et un rapport est produit annuellement par l'Office des professions du Québec.

21. Comité interministériel sur l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)

Membres : L'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) réunit les coordonnateurs en sécurité civile de chaque ministère et organisme gouvernemental concerné.

Mandat : L'OSCQ planifie les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale, et en cas de sinistre majeur, coordonne les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile.

Résultats : Les travaux se sont réalisés tel que prévu.

Budget : Aucune dépense cette année.

22. Comité de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ACALO).

Membres : ACALO est une association formée des sous-ministres responsables du travail des gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux et des chefs d'organismes de sécurité et de santé au travail.

Mandat : ACALO sert de tribune pour l'échange d'information et d'idées concernant des questions liées au monde du travail. Par l'entremise de ce forum, il est question d'identifier des problèmes, politiques, programmes et sujets de préoccupations communs et d'initier des projets communs; de travailler à résoudre les problèmes nationaux qui ont une incidence sur les questions de travail; et d'initier des programmes de perfectionnement professionnel au sujet de certains secteurs de travail.

Sous la supervision du forum des directeurs généraux des services de conciliation, médiation et arbitrage, une formation à l'intention des médiateurs-conciliateurs des différentes provinces et du fédéral a été dispensée au printemps 2011. Pour son expertise, le Québec est sollicité et activement impliqué dans l'élaboration des programmes de formation pour lesquels des rencontres ont eu lieu en 2012-2013. L'objectif pour cette année a été de finaliser un guide à l'intention des médiateurs expérimentés.

Résultats : Les travaux se sont réalisés tel que prévu.

Budget : Chaque province assume ses frais.

23. Comité interministériel : Association of Labor Relations Agencies (ALRA)

Membres : ALRA est une association d'organismes gouvernementaux du Canada et des

États-Unis oeuvrant dans le domaine des relations du travail et de la législation se rattachant au monde du travail.

Mandat : L'ALRA s'est donné comme mandat de promouvoir la coopération entre les organismes membres en matière de relations du travail et de législation dont notamment les services de médiation, de conciliation, d'enquête, d'arbitrage ainsi que sur les pratiques ayant un impact sur l'amélioration des relations employés/employeurs. Partage d'informations sur les nouvelles législations.

Résultats : La rencontre des membres de l'ALRA de l'été 2012 a eu lieu à Montréal. Daniel Cholette faisait partie du comité d'accueil.

Budget : Chaque État ou province assume ses frais de participation aux différentes instances de l'ALRA.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (15-01-2013)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 4

Titre :

Depuis le 31 août, liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Vous réferez à la question 8 des renseignements généraux.

SOURCE : MESS – DGARH – 2012-12-28

VALIDATION : MESS – DGARBFM – 2012-12-28

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 5

Titre :

Depuis le 31 août 2012, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).

AUCUN

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (28-12-2012)

VALIDATION : 28-12-2012

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 8

Titre

Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main d'œuvre.

Outre les critères déjà prévus par la loi R-20 et le règlement adopté le 28 novembre 2012, le demandeur doit produire les documents suivants :

1. l'acte de constitution de l'association, ses règlements et statuts, ainsi qu'un document faisant foi de son affiliation à une association représentative, le cas échéant;
2. une copie certifiée de la résolution autorisant la demande de permis, laquelle indique tout métier, toute occupation et toute région qu'elle vise;
3. une déclaration assermentée du président de l'association ou de son répondant faisant état de l'existence ou de l'absence de condamnations criminelles ou pénales au cours des cinq années précédant la demande concernant chacun des dirigeants ou représentants de l'association en fonction au moment de la demande et, en cas de condamnation, les documents en attestant.
4. s'il y a lieu, l'association de salariés liée qui demande un permis doit transmettre une entente écrite dans laquelle les deux associations liées confirment leur volonté à l'effet que l'association demanderesse soit celle qui, des deux, sera responsable de la référence de leurs membres concernant tout métier, toute occupation et toute région que vise l'entente.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre (7-01-2013)

VALIDATION: 15-01-2013

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 9

Titre

Nombre d'effectifs du ministère du Travail rattachés au Bureau des permis.

En date du 30 novembre 2012, deux employés sont rattachés au Bureau des permis afin d'en assurer la mise en place et les opérations :

- un directeur;
- une professionnelle, adjointe et responsable du Registre des permis de service de référence de main-d'œuvre.

À terme, le Bureau prévoit être en mesure de remplir l'ensemble de ses mandats avec un total de 5 personnes.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre (07-01-2013)

VALIDATION: 15-01-2013

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 10

Titre

Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si un permis a été issu ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.

En date du 30 novembre 2012, aucune demande de permis n'a été reçue par le Bureau des permis.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 11

Titre

Liste des membres du Comité de vigie, le salaire ainsi que le mandat confié.

Le Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction est formé de trois personnes :

- un coordonnateur à être nommé en remplacement de M. Guy Chevette;
- Madame Claudette Carbonneau;
- Monsieur Jean Cournoyer.

Lorsque le Comité siègera le salaire de chacun des membres sera de 833 \$ pour chaque journée de 7 heures de travail.

L'arrêté ministériel AM-2012-004 a été publié dans la Gazette officielle du 28 novembre 2012.

Mandat

Le Comité a pour fonction d'examiner l'ensemble du système de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction lors de sa première année de mise en œuvre et d'en évaluer l'impact sur l'intimidation et la discrimination.

Le Comité a également pour fonction de donner son avis sur toute question que lui soumet le ministre relativement à l'application de la Loi éliminant le placement syndical et visant l'amélioration du fonctionnement de l'industrie de la construction (2011, chapitre 30), notamment sur la conformité des normes de conduite prévues au code d'éthique d'une association avec les objectifs de la Loi.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (07-01-2013)

VALIDATION: 15-01-2013

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 12

Titre Budget de fonctionnement du Comité de vigie et ventilation détaillée de l'utilisation des sommes.
--

Au 30 novembre 2012, le Comité de vigie n'avait pas débuté ses travaux; par conséquent aucune dépense n'est à signaler pour cette période.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (07-01-2013)
VALIDATION: 08-01-2013

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 13

Titre

Calendrier des rencontres prévues pour le Comité de vigie en 2013-2014

Le calendrier établissant la fréquence des rencontres n'est pas encore établi.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (07-01-2013)

VALIDATION: 08-01-2013

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 55

Titre

Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des deux dernières années.

Nombre de dossiers au BEM 2011 et 2012

Année civile	Nombre de dossiers
2012*	9 598
2011	9 834

DÉLAIS DE TRAITEMENT MOYENS

Année civile	Délai moyen de convocation (jours)	Délai légal moyen (jours)	Délai opérationnel moyen (jours)
2012*	26,0	12,0	38,1
2011	21,6	11,3	32,8

** Pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2012 inclusivement.*

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 56

Titre

Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant en 2012-2013.

Le Bureau d'évaluation médicale ne dispose pas de données concernant le nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant en 2012-2013.

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale (07-01-2013)
COLLABORATION : SMART

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 57

Titre

Nombre d'avis demandés par la CSST et le nombre d'avis demandés par les employeurs en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.

Nombre de dossiers au Bureau d'évaluation médicale en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.

Année financière	CSST	Employeur	CSST et employeur	Total
2012-2013*	2 341	4 768	0	7 109
2011-2012	2 972	6 636	2	9 610
2010-2011	3 162	7 438	2	10 602

NOTE :

2012-2013* : Période du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012.

2011-2012 : Période du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012.

2010-2011 : Période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011.

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale (07-01-2013)

COLLABORATION : SMART

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 58

Titre

Liste des membres du BEM approuvée selon l'article 216 de la LATMP en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par spécialité.

Le BEM ne dispose pas des données concernant les honoraires versés par spécialité.

Période du 1 ^{er} avril 2010 au 31 mars 2011	
Spécialités	Membres
Anesthésiologie	Veillette, Yves
Chirurgie buccale	Blondeau, François
Chirurgie générale	Carrier, Jude
	Lambert, Jacques
	Lamoureux, Patrice
Chirurgie orthopédique	Angers, Yves
	Arsenault, Sarto
	Beaumont, Pierre
	Bouchard, Henri-Louis
	Cloutier, Réjean
	Corriveau, Mario
	Daoud, Hany
	Dehnade, Faramarze
	Desloges, Danielle
	Duchesne, Robert
	Dufour, Marcel
	Fallaha, Michel
	Fournier, Karl
	Gagnon, Serge
	Gagnon, Sylvain
	Greenfield, Garry
	Grenier, Réjean
	Hébert, Pierre-Paul
	Jodoin, Alain
	Knight, Richard Stuart
	Labelle, Hubert
	Lacoursière, Jean-P.
	Laflamme, Georges H.
	La Haye, Bruno
	Landry, René
	Leclerc, Georges-E.
	Lemire, Luc
	Lirette, Richard
	Mac, Thien Vu
	Masri, Khalil

	Maurais, Gilles
	Morazain, Louis
	Morin, Benoit
	Morin, François
	Nault, Théodore
	Ortaaslan, Sevan Grégory
	Paradis, Gaston R.
	Perron, Odette
	Wiltshire, David G.
	Younès, Chahine
Chirurgie plastique	Duranceau, Louise
	Léveillé, André
	Pelletier, Johanne
Dentisterie	LaBelle, Hubert R.
Dermatologie	Moreau, Linda
Endocrinologie	Duclos, Pierre
Gastro-entérologie	Tremblay, René M.
Hématologie	Tessier, Claude
Neurochirurgie	Bouchard Jean-Marie
	Bouvier, Guy
	Demers, Jacques
	McLelland, Hans
	Mercier, Claude
	Michaud, Ysabelle
	Séguin, Mario
	Shedid, Daniel
Neurologie	Bourgeau, Pierre
	Copti, Michel C.
	Filiatrault, Robert
	Masson, Hélène
	Verret, Louis
Omnipraticien (Généraliste)	Tremblay, Jean
	Dalcourt, Jean-Pierre
Ophtalmologie	Mathieu, Anne-Marie
	Mathieu-Millaire, Francine
Oto-Rhino-Laryngologie	Abboud, Samir
Physiatrie	Bazinet, Brigitte
	D'Anjou, Jean-Maurice
	Duranceau, Jacques-A.
	Lacoste, Pierre
	Leclaire, Richard
	Raymond, Denis
Pneumologie	Cartier, André
	Desmeules, Marc
Psychiatrie	Benoit, Suzanne
	Croteau, Benoit
	Gaudet, Lyne
	Fortin, Hélène
	Laliberté, Richard
	Wapler, Michel
Rhumatologie	Hazeltine, Mark
Urologie	Vézina, Jean-guy

Période du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012

Spécialités	Membres
Anesthésiologie	Veillette, Yves
Chirurgie buccale	Blondeau, François
Chirurgie générale	Carrier, Jude
	Lamoureux, Patrice
Chirurgie orthopédique	Angers, Yves
	Arsenault, Sarto
	Beaumont, Pierre
	Bouchard, Henri-Louis
	Cloutier, Réjean
	Corriveau, Mario
	Daoud, Hany
	Dehnade, Faramarze
	Desloges, Danielle
	Duchesne, Robert
	Dufour, Marcel
	Fallaha, Michel
	Fournier, Karl
	Gagnon, Serge
	Greenfield, Garry
	Grenier, Réjean
	Hébert, Pierre-Paul
	Jodoin, Alain
	Knight, Richard Stuart
	Labelle, Hubert
	Lacoursière, Jean-P.
	Laflamme, Georges H.
	La Haye, Bruno
	Landry, René
	Leclerc, Georges-E.
	Lemire, Luc
	Lirette, Richard
	Mac, Thien Vu
	Masri, Khalil
	Maurais, Gilles
	Morazain, Louis
	Morin, Benoit
	Morin, François
	Nault, Théodore
	Ortaaslan, Sevan Grégory
	Paradis, Gaston R.
	Perron, Odette
	Wiltshire, David G.
Chirurgie plastique	Duranceau, Louise
	Léveillé, André
	Pelletier, Johanne
Dentisterie	LaBelle, Hubert R.
Dermatologie	Moreau, Linda
Endocrinologie et métabolisme	Duclos, Pierre

Hématologie	Tessier, Claude
Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre
	Tremblay, Jean
Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte
	D'Anjou, Jean-Maurice
	Duranceau, Jacques
	Lacoste, Pierre
	Leclaire, Richard
	Raymond, Denis
Neurochirurgie	Bouvier, Guy
	Demers, Jacques
	McLelland, Hans
	Séguin, Mario
	Shedid, Daniel
Neurologie	Bourgeau, Pierre
	Copti, Michel C.
	Masson, Hélène
	Verret, Louis
Ophtalmologie	Mathieu, Anne-Marie
	Mathieu-Millaire, Francine
Oto-Rhino-Laryngologie et chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir
Pneumologie	Cartier, André
	Desmeules, Marc
Psychiatrie	Benoit, Suzanne
	Calouche, Sonia
	Croteau, Benoit
	Fortin, Hélène
	Laliberté, Richard
Rhumatologie	Hazeltine, Mark
Urologie	Vézina, Jean-guy

Période du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012

Spécialités	Membres
Anesthésiologie	Veillette, Yves
Chirurgie buccale	Blondeau, François
Chirurgie générale	Carrier, Jude
	Lamoureux, Patrice
Chirurgie orthopédique	Angers, Yves
	Arsenault, Sarto
	Beaumont, Pierre
	Bouchard, Henri-Louis
	Cloutier, Réjean
	Corriveau, Mario
	Daoud, Hany
	Dehnade, Faramarze
	Desloges, Danielle
	Duchesne, Robert
	Dufour, Marcel
	Fallaha, Michel
	Fournier, Karl

	Gagnon, Serge
	Greenfield, Garry
	Hébert, Pierre-Paul
	Jodoin, Alain
	Knight, Richard Stuart
	Labelle, Hubert
	Lacoursière, Jean-P.
	Laflamme, Georges H.
	La Haye, Bruno
	Landry, René
	Leclerc, Georges-E.
	Lemire, Luc
	Lirette, Richard
	Mac, Thien Vu
	Masri, Khalil
	Maurais, Gilles
	Morazain, Louis
	Morin, Benoit
	Morin, François
	Nault, Théodore
	Ortaaslan, Sevan Grégory
	Paradis, Gaston R.
	Perron, Odette
	Wiltshire, David G.
Chirurgie plastique	Duranceau, Louise
	Léveillé, André
	Pelletier, Johanne
Dentisterie	LaBelle, Hubert R.
	Schwartz, Melvin
Dermatologie	Moreau, Linda
Endocrinologie et métabolisme	Duclos, Pierre
Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre
	Tremblay, Jean
Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte
	D'Anjou, Jean-Maurice
	Duranceau, Jacques
	Lacoste, Pierre
	Leclaire, Richard
	Raymond, Denis
Neurochirurgie	Bouvier, Guy
	Demers, Jacques
	McLelland, Hans
	Michaud, Ysabelle
	Shedid, Daniel
Neurologie	Bourgeau, Pierre
	Copti, Michel C.
	Masson, Hélène
	Verret, Louis
Ophtalmologie	Mathieu, Anne-Marie
	Mathieu-Millaire, Francine
Oto-Rhino-Laryngologie et chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir
Pneumologie	Cartier, André

	Psychiatrie	Benoit, Suzanne	
		Calouche, Sonia	
		Croteau, Benoit	
		Fortin, Hélène	
		Laliberté, Richard	
	Rhumatologie	Hazeltine, Mark	
	Urologie	Vézina, Jean-Guy	

SOURCE : BEM – Bureau d’évaluation médicale (25-01-2013)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 59.

Titre

Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.

Période du 1 ^{er} avril 2010 au 31 mars 2011	
Membres	Nombre
Abboud, Samir	64
Angers, Yves	0
Arsenault, Sarto	101
Bazinet, Brigitte	115
Beaumont, Pierre	132
Benoit, Suzanne	181
Blondeau, François	2
Bouchard Jean-Marie	0
Bouchard, Henri-Louis	174
Bourgeau, Pierre	175
Bouvier, Guy	121
Carrier, Jude	15
Cartier, André	7
Cloutier, Réjean	135
Copti, Michel C.	39
Corriveau, Mario	146
Croteau, Benoit	47
Dalcourt, Jean-Pierre	237
D'Anjou, Jean-Maurice	129
Daoud, Hany	478
Dehande, Faramarze	14
Demers, Jacques	304
Desloges, Danielle	366
Desmeules, Marc	0
Duchesne, Robert	153
Duclos, Pierre	0
Dufour, Marcel	296
Duranceau, Jacques-A.	366
Duranceau, Louise	162
Fallaha, Michel	128
Filiatrault, Robert	4
Fortin, Hélène	43
Fournier, Karl	446
Gagnon, Serge	112
Gagnon, Sylvain	0

Gaudet, Lyne	0
Greenfield, Garry	243
Grenier, Réjean	456
Hazeltine, Mark	3
Hébert, Pierre-Paul	355
Jodoin, Alain	254
Knight, Richard Stuart	151
La Haye, Bruno	14
Labelle, Hubert	145
LaBelle, Hubert R.	1
Lacoste, Pierre	130
Lacoursière, Jean-P.	392
Laflamme, Georges H.	279
Laliberté, Richard	152
Lambert, Jacques	1
Lamoureux, Patrice	7
Landry, René	156
Leclaire, Richard	124
Leclerc, Georges-E.	94
Lemire, Luc	62
Léveillé, André	290
Lirette, Richard	147
Mac, Thien Vu	209
Masri, Khalil	275
Masson, Hélène	3
Mathieu, Anne-Marie	6
Mathieu-Millaire, Francine	14
Maurais, Gilles	437
McLelland, Hans	43
Mercier, Claude	0
Michaud, Ysabelle	33
Morazain, Louis	123
Moreau, Linda	9
Morin, Benoit	51
Morin, François	92
Nault, Théodore	152
Ortaaslan, Sevan Grégory	185
Paradis, Gaston R.	116
Pelletier, Johanne	74
Perron, Odette	41
Raymond, Denis	34
Séguin, Mario	19
Shedid, Daniel	86
Tessier, Claude	0
Tremblay, Jean	140
Tremblay, René M.	0
Veillette, Yves	4
Verret, Louis	13
Vézina, Jean-guy	4
Wapler, Michel	6
Wiltshire, David G.	285
Younès, Chahine	0

Période du 1 ^{er} avril 2011 au 31 mars 2012	
Membres	Nombre
Abboud, Samir	31
Angers, Yves	0
Arsenault, Sarto	88
Bazinet, Brigitte	221
Beaumont, Pierre	145
Benoit, Suzanne	98
Blondeau, François	1
Bouchard, Henri-Louis	154
Bourgeau, Pierre	157
Bouvier, Guy	97
Calouche, Sonia	9
Carrier, Jude	8
Cartier, André	6
Cloutier, Réjean	137
Copti, Michel C.	34
Corriveau, Mario	47
Croteau, Benoit	20
Dalcourt, Jean-Pierre	245
D'Anjou, Jean-Maurice	104
Daoud, Hany	372
Dehnade, Faramarze	45
Demers, Jacques	278
Desloges, Danielle	303
Desmeules, Marc	0
Duchesne, Robert	136
Duclos, Pierre	0
Dufour, Marcel	238
Duranceau, Jacques-A.	350
Duranceau, Louise	234
Fallaha, Michel	133
Fortin, Hélène	104
Fournier, Karl	301
Gagnon, Serge	126
Greenfield, Garry	234
Grenier, Réjean	348
Hazeltine, Mark	13
Hébert, Pierre-Paul	334
Jodoin, Alain	263
Knight, Richard Stuart	146
La Haye, Bruno	15
Labelle, Hubert	184
LaBelle, Hubert R.	4
Lacoste, Pierre	98
Lacoursière, Jean-P.	336
Laflamme, Georges H.	314
Laliberté, Richard	148
Lamoureux, Patrice	19
Landry, René	89

Leclaire, Richard	75
Leclerc, Georges-E.	99
Lemire, Luc	56
Léveillé, André	217
Lirette, Richard	132
Mac, Thien Vu	218
Masri, Khalil	181
Masson, Hélène	10
Mathieu, Anne-Marie	5
Mathieu-Millaire, Francine	5
Maurais, Gilles	360
McLelland, Hans	41
Michaud, Ysabelle	76
Morazain, Louis	112
Moreau, Linda	10
Morin, Benoit	44
Morin, François	88
Nault, Théodore	88
Ortaaslan, Sevan Grégory	154
Paradis, Gaston R.	109
Pelletier, Johanne	82
Perron, Odette	91
Raymond, Denis	0
Séguin, Mario	0
Shedid, Daniel	200
Tessier, Claude	0
Tremblay, Jean	126
Veillette, Yves	10
Verret, Louis	10
Vézina, Jean-Guy	1
Wiltshire, David G.	240

Période du 1 ^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012	
Membres	Nombre
Abboud, Samir	32
Angers, Yves	0
Arsenault, Sarto	107
Bazinet, Brigitte	231
Beaumont, Pierre	143
Benoit, Suzanne	106
Blondeau, François	4
Bouchard, Henri-Louis	150
Bourgeau, Pierre	170
Bouvier, Guy	166
Calouche, Sonia	15
Carrier, Jude	7
Cartier, André	5
Cloutier, Réjean	155
Copti, Michel C.	37
Corriveau, Mario	47

Croteau, Benoit	0
Dalcourt, Jean-Pierre	238
D'Anjou, Jean-Maurice	108
Daoud, Hany	412
Dehnade, Faramarze	40
Demers, Jacques	318
Desloges, Danielle	312
Desmeules, Marc	0
Duchesne, Robert	197
Duclos, Pierre	0
Dufour, Marcel	273
Duranceau, Jacques-A.	393
Duranceau, Louise	205
Fallaha, Michel	162
Fortin, Hélène	136
Fournier, Karl	286
Gagnon, Serge	137
Greenfield, Garry	214
Hazeltine, Mark	5
Hébert, Pierre-Paul	196
Jodoin, Alain	267
Knight, Richard Stuart	132
La Haye, Bruno	8
Labelle, Hubert	287
LaBelle, Hubert R.	5
Lacoste, Pierre	179
Lacoursière, Jean-P.	312
Laflamme, Georges H.	334
Laliberté, Richard	148
Lamoureux, Patrice	21
Landry, René	84
Leclaire, Richard	71
Leclerc, Georges-E.	96
Lemire, Luc	65
Léveillé, André	204
Lirette, Richard	146
Mac, Thien Vu	215
Masri, Khalil	201
Masson, Hélène	9
Mathieu, Anne-Marie	0
Mathieu-Millaire, Francine	14
Maurais, Gilles	367
McLelland, Hans	71
Michaud, Ysabelle	74
Morazain, Louis	128
Moreau, Linda	8
Morin, Benoit	29
Morin, François	91
Nault, Théodore	172
Ortaaslan, Sevan Grégory	128
Paradis, Gaston R.	108
Pelletier, Johanne	86

Perron, Odette	101
Raymond, Denis	0
Séguin, Mario	0
Shedid, Daniel	274
Schwartz, Melvin	0
Tessier, Claude	0
Tremblay, Jean	99
Veillette, Yves	5
Verret, Louis	0
Vézina, Jean-Guy	2
Wiltshire, David G.	250

SOURCE : BEM – Bureau d’évaluation médicale (07-01-2013)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 60

Titre :

Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM en 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014.

Les coûts de fonctionnement du BEM pour l'année civile 2012 :

- Rémunération	1 207 442 \$
- Fonctionnement – autres dépenses	<u>1 204 216 \$</u>
Total	2 411 658 \$ *

* Données au 30 novembre 2012

Prévisions pour 2013 : N/D

SOURCE : Direction adjointe au budget, 2012-12-28

COLLABORATION : BEM – Bureau d'évaluation médicale

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP61

Titre

Répartition des effectifs selon la spécialité et heures travaillées en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

La direction du BEM ne comptabilise pas les heures travaillées des membres. Le BEM répond aux demandes d'avis transmises par la CSST.

Répartition des effectifs selon la spécialité en 2012-2013

Spécialités	Nombre de membres par spécialité
Anesthésiologie	1
Chirurgie buccale	1
Chirurgie générale	2
Chirurgie orthopédique	37
Chirurgie plastique	3
Dentisterie	2
Dermatologie	1
Endocrinologie	1
Médecine de famille	2
Médecine physique et réadaptation	6
Neurochirurgie	5
Neurologie	4
Ophtalmologie	2
Oto-rhino-laryngologie/chirurgie cervico-faciale	1
Pneumologie	1
Psychiatrie	5
Rhumatologie	1
Urologie	1

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale (25-01-2013)

COLLABORATION : SMART

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 62

Titre

Nombre d'avis demandés par la CSST même s'il n'y a pas de contestation.

Année financière	Nombre d'avis demandés par la CSST	Avis produits
2012-2013	491	7 109

NOTE :

2012-2013 : période du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 95

Titre :

Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis le 31 août 2012, en indiquant l'état des travaux en cours.

AUCUN

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 96

Titre :

Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des deux dernières années et celle en cours.

Pour l'exercice 2011-2012 :

Avis sur le processus de consultation à l'égard de la nomination de commissaires à la Commission des lésions professionnelles

Pour l'exercice 2012-2013 :

Aucun avis pour cet exercice et aucun avis en cours.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 97

Titre :

Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des deux dernières années.

2011-2012

Plaintes traitées : 12

Décisions rendues : 9

Cas en délibéré : 3

2012-2013

Plaintes traitées : 6

Décisions rendues : 3

Cas en délibéré : 3

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (08-01-2013)

VALIDATION: 09-01-2013

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 98

Titre :

Liste des avis de licenciements collectifs reçus au ministère depuis le 1^{er} décembre 2008 jusqu'à ce jour. Ventilation par région et renseignements suivants :

- a. nom et adresse de l'entreprise;
- b. date de l'avis et/ou de la fermeture;
- c. type ou secteur d'activité de l'entreprise;
- d. nombre total d'employés de l'entreprise;
- e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f. motifs du licenciement.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
répondra à cette question puisqu'elle relève de sa responsabilité.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (28-12-2012)

VALIDATION : 28-12-2012